



CERAP - Centre de Recherche et d'Action pour la Paix
Pôle social

Rapport d'activités 2017
Pôle social du CERAP

Action Sociale en Milieu Urbain (ASMU)
&
Service projets

Sœur Martine PATRON, Xavière
Directrice de l'ASMU
martine.patron@cerap-inades.org

Le Pôle social du CERAP en 2017 : engagés ensemble !

L'année 2017 aura été pour la Côte d'Ivoire, une année fort contrastée : celle de grands rendez-vous internationaux avec la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique (CIEA) au mois de mars organisée par la BAD, l'accueil des jeux de la francophonie au mois de juillet et du 5^{ème} sommet Union africaine-Union européenne au mois de novembre.

Mais pour les populations ivoiriennes, 2017 a fait entendre trop de « bruits de bottes » à Bouaké au début de l'année, de narrations de mineurs en conflit avec la loi dit « microbes » qui deviennent de dangereux agresseurs à Abobo et dans d'autres communes du District d'Abidjan, de conflits intercommunautaires dans l'Ouest autour de la terre, de la propriété foncière et de sa sécurisation, d'étudiants amers pour qui les amphithéâtres des universités publiques sont encore trop peu nombreux pour étudier et leurs professeurs trop chargés pour les accompagner dans la rédaction de leurs travaux.

Pour les paysans, après une embellie, la chute de 30 % des cours du cacao a fortement impacté à la baisse leurs revenus. Par voie de conséquence, c'est le budget national de la Côte d'Ivoire qui a dû être revu à la baisse faute d'entrées suffisantes de devises qui devaient financer pour une part le PND à l'horizon 2020.

Si des réalisations sont tangibles dans les grands travaux et les infrastructures, la société civile s'interroge sur la question de la qualité de ces travaux au regard des sommes colossales investies.

La publication en juillet 2017 par un membre du gouvernement de chiffres de l'emploi qui annonçait un taux de chômage inférieur à 3 % a soulevé une vague d'indignation. Et pour cause. Les jeunes diplômés sans emploi sont nombreux tout comme les emplois à très faible revenu. La BAD quelques mois plus tard évoqua plus prudemment une « croissance sans emploi » avec un taux d'environ 70% de chômage cumulé à l'emploi dit précaire. De fait, la population ivoirienne est majoritairement jeune et en situation fragile. L'immigration clandestine continue de marquer fortement certaines villes comme Anyama ou Daloa même après les conditions terribles découvertes en Libye et en Afrique du Nord.



C'est pourquoi **les défis de la formation et de l'éducation restent capitaux** pour l'avenir du pays et de sa jeunesse, notamment les plus vulnérables, comme pour la construction d'une vraie cohésion sociale. La recherche action et notre contact direct avec les populations nous permettent de mieux comprendre les phénomènes sociaux et de faire à la fois des propositions et des plaidoyers (*foncier rural et urbain, cohésion sociale et gouvernance locale, etc.*). La véritable émergence ne sera que si elle est

inclusive et n'oublie pas les plus pauvres par des politiques d'accès facilités aux services sociaux de base.

Le CERAP, centre social Jésuite depuis 1962 en Côte d'Ivoire, s'est engagé concrètement à travers l'ASMU et le Service projets, tout au long de cette année 2017, à la *formation socio-professionnelle des jeunes*, aux côtés des populations et des acteurs de la société civile qui travaillent à plus de justice sociale, ont le souci de l'environnement, de la promotion des « cadets sociaux » (femmes et jeunes), pour des politiques publiques plus justes et pour la paix.

Pour répondre à ces défis, la formation continue du personnel du Pôle social du CERAP aura été une constante et un enrichissement pour chacun. La formation de tous à une **Approche Orientée Changement (AOC) de type « Bottom-up »**, dans l'accompagnement des associations ou des groupes de personnes, aura permis de dynamiser nos interventions dans les projets triennaux du Service projets et de l'ASMU. Cette approche a commencé de se déployer tant à l'ASMU qu'au Service projets. L'enjeu est un renouvellement de l'approche du travail avec les populations. Celle-ci retrouve, d'une certaine manière, les intuitions fondatrices de l'INADES et de la pédagogie ignatienne ! Il s'agit de resituer le pouvoir d'agir au cœur de notre conception de l'acteur (*empowerment* diraient les anglo-saxons). Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Rappel du Plan de développement quinquennal du CERAP (2014-2018) - Extraits

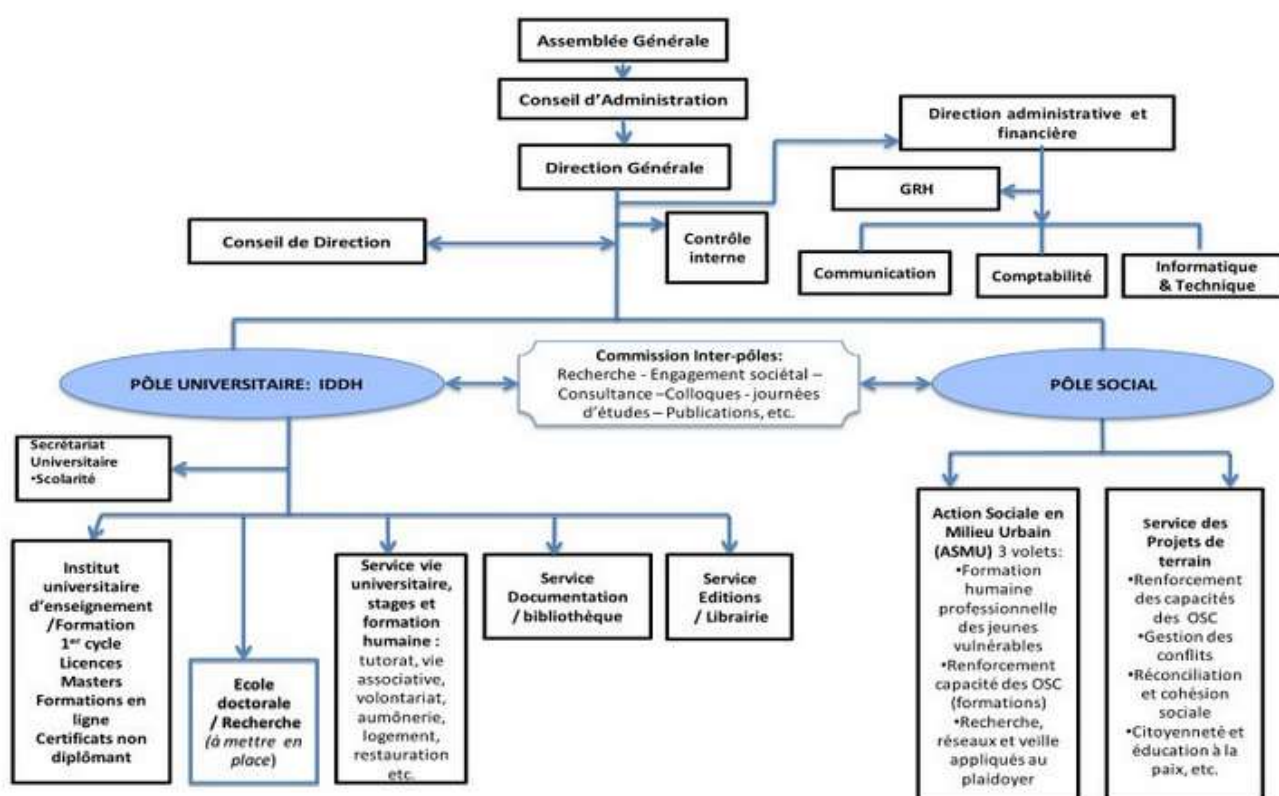
Plus d'un demi-siècle après sa création en 1962 à Abidjan (Côte d'Ivoire), l'INADES (*Institut Africain pour le Développement Économique et Social*), institution et centre social Jésuite, est devenue le CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix).

Le CERAP a, depuis 2012, entamé un processus de **restructuration** marquant une nouvelle phase de son développement, successivement sous la direction du Père Hyacinthe Loua, Jésuite et actuellement du Père Eugène Goussikindey, Jésuite.

Depuis 2014, le CERAP est en effet désormais structuré autour de **deux pôles majeurs** : un **Pôle universitaire** et un **Pôle social**.

Ces deux composantes incarnent la vision du CERAP qui se positionne progressivement dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest comme « *une institution universitaire et sociale jésuite pour la promotion de la personne humaine en vue du service du bien commun et de l'émergence des sociétés africaines ouvertes, solidaires et respectueuses de la dignité humaine.* »

Organigramme du CERAP 2017



En 2017, le **Pôle universitaire** est composé d'un **cycle de Licence** (5 filières), de **4 Masters** en éthique et gouvernance, d'un **MBA entrepreneuriat** bi-diplômant (cf. www.cerap-inades.org), des **formations certifiantes**, un **département recherche** ainsi que d'une **bibliothèque universitaire** (CEDOC) et d'une **maison d'édition** (ÉDICERAP).

Le Pôle social du CERAP

« Le Pôle social se veut une structure d'action pour la réduction de la pauvreté, l'amélioration des statuts des populations les plus vulnérables et la promotion de la justice et de la cohésion sociale. »

Deux (2) départements composent le Pôle social : l'ASMU et le Service projets.

1. LES OBJECTIFS

Objectif général : Contribuer au développement socio-économique des populations africaines par des actions sociales de proximité, la formation des jeunes, le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) et des leaders, le plaidoyer, la recherche en vue de faire la promotion de la personne humaine.

Les objectifs spécifiques se traduisent dans les axes ci-dessous :

1. Réduire la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie et de statuts des populations au moyen de la sensibilisation, la formation (individus et OSC) et le plaidoyer ;
2. Sensibiliser à des élections apaisées, participer à la réconciliation nationale et à la consolidation d'une paix durable
3. Faire émerger une société africaine fondée sur les valeurs éthiques de justice et de cohésion sociale.
4. Optimiser et diversifier les ressources humaines du Pôle social.

2. LES CIBLES PRIVILÉGIÉS DU PÔLE SOCIAL

- ❖ Les catégories vulnérables ;
- ❖ Les Organisations de la Société Civile (OSC) ;
- ❖ Les acteurs étatiques et locaux ;
- ❖ Les organisations et structures internationales.

Le Pôle social a aussi la capacité d'intervenir à la demande. Ainsi, d'autres catégories d'acteurs, peuvent solliciter les compétences du Pôle social à travers des formations sur des thèmes spécifiques et des campagnes de sensibilisation sur certains sujets d'actualité importants.

3. LES AXES STRATEGIQUES DU PÔLE SOCIAL

Axe stratégique 1

Réduire la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie et de statuts des populations au moyen de la sensibilisation, de la formation (individus et OSC) et du plaidoyer ;

Axe 1a) Travailler à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes vulnérables

Axe 1b) Travailler à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

Axe 1c) Accompagner et former les OSC et les leaders (*empowerment* des populations) afin qu'elles deviennent capables de défendre leurs intérêts sociaux et politiques (droits économiques et sociaux).

Axe stratégique 2

Sensibiliser à des élections apaisées, participer à la réconciliation nationale et à la consolidation d'une paix durable.

Axe 2a) Mettre en œuvre diverses formes de projets agissant sur les causes réelles des situations problématiques au sein des populations.

Axe 2b) Participer à la réflexion sur la thématique du foncier, cause de conflits dans les communautés rurales et urbaines.

Axe 2c) Participer à la réflexion sur les thématiques de la citoyenneté, de l'identité et de la nationalité pour une paix durable.

Axe stratégique 3

Faire émerger une société africaine fondée sur les valeurs éthiques de justice et de cohésion sociale.

Axe 3a) Développer la recherche et la réflexion sur des thématiques de société, en réseaux.

Axe 3b) Poursuivre et diversifier la nature de l'accompagnement des associations et des structures

Axe 3c) Conduire des actions de plaidoyer qui contribuent aux changements de mentalité, conduisent à davantage d'inclusion et de cohésion sociale.

Axe stratégique 4

Diversifier les ressources humaines du Pôle social.

Axe 4a) Renforcer régulièrement les capacités de l'ensemble du personnel du Pôle social sur de nouvelles thématiques, méthodes, approches ;

Axe 4b) Prendre part à la sensibilisation des étudiants du pôle universitaire du CERAP à la question sociale, selon diverses modalités.

Rapport d'activités 2017 de l'Action Sociale en Milieu Urbain (ASMU) Au service des jeunes vulnérables, artisans, femmes et leaders de la société civile et pour des politiques publiques plus justes et inclusives



L'ASMU en étant présente auprès des jeunes les plus vulnérables et des organisations de la société civile (OSC) participe à relever le défi d'une Côte d'Ivoire où il est possible d'avoir un avenir au pays et de former à une citoyenneté active dans ses 3 différents volets.

Six (6) ans après la crise post-électorale, la réconciliation semble être au point mort. Les populations n'en parlent plus mais les cœurs ne sont pas apaisés.

Pour l'équipe de l'ASMU, cette année a connu plusieurs évolutions notables : la poursuite de la mise en place de modules professionnels dans la formation initiale des apprentis pour devenir davantage une formation en alternance mais aussi l'engagement dans une démarche méthodologique porteuse de sens, de respect et confiance dans les capacités des populations à s'engager pour que le changement survienne dans leur vie, par elles-mêmes (approche AOC) avec la continuation de la recherche-action sur le foncier urbain et la citoyenneté active.

Volet 1. La formation professionnelle des jeunes vulnérables, analphabètes ou déscolarisés

Pour ce premier volet, les *jeunes garçons et filles âgés de 14 à 25 ans, issus de familles démunies, analphabètes ou déscolarisés avec un petit niveau résidant dans les communes d'Abobo et de Cocody* sont notre population cible car ceux-ci sont souvent non pris en compte dans les dispositifs de formation étatiques ou par des ONG. En effet, ayant un niveau scolaire réel inférieur au CM2, la formation est plus longue et plus difficile. Pourtant, le droit à l'éducation pour tous les concerne également. Sans opportunité d'avenir, quel horizon s'offre à eux sinon celui d'une traversée de désert pour rejoindre un eldorado européen supposé ? L'immigration clandestine a fortement augmenté ces dernières années en Côte d'Ivoire et gagnerait à être analysée d'un point de vue démographique en regardant en face la réalité de la pauvreté et du manque de perspective d'insertion socio-professionnelle des jeunes.



- ✓ En 2017, l'ASMU a formé **473 jeunes** dans les métiers de l'artisanat dans les communes d'Abobo (350 jeunes) et de Cocody (123 jeunes).
- ✓ Dans la commune d'Abobo, les filles représentent **82 % de nos effectifs** tandis qu'elles sont **64 % de l'effectif à Cocody**. À Abobo comme à Cocody, elles sont souvent analphabètes ou avec un très petit niveau scolaire, et fréquemment avec un passé d'employée domestique.

C'est pourquoi la formation à l'ASMU comprend plusieurs aspects complémentaires :

- ✓ Cette formation est articulée autour d'un **accompagnement personnel** par un animateur référent qui répond de l'apprenti.e au sein de l'ASMU tout au long de sa formation qui dure en moyenne 3 ans.
- ✓ La formation professionnelle par apprentissage auprès d'un **Maître Artisan Formateur (MAF)** s'est effectuée en 2017 dans l'un des **13 métiers** : *couture, cuisine-pâtisserie, cordonnerie, mécanique automobile, carrosserie-tôlerie automobile, menuiserie-tapisserie, froid-climatisation, ferronnerie-soudure, électricité-bâtiment, coiffure, décoration, photographie et électronique*.

- ✓ **Des modules de formation professionnelle et des évaluations annuelles** ont été développées avec l'appui des maîtres artisans qualifiés afin de poursuivre l'amélioration de la qualité de la formation donnée aux jeunes dans les 2 métiers de la couture et de la coiffure.

- ✓ **Alphabétisation** : l'alphabétisation des apprentis se déroule avec 2 types de partenariat, les centres d'alphabétisation au quartier (près d'une cinquantaine) et **les étudiants volontaires de la**



JEC-CI du *Projet pilote d'alphabétisation de proximité* (PPAP, exécuté avec l'appui technique du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Technique (MENETFP) à travers la Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non-Formelle (DAENF) : 25 étudiants se sont engagés au service de leurs jeunes frères et sœurs. Ils ont reçu une formation en andragogie et ont bénéficié régulièrement de formation augmentant leurs compétences et leur employabilité (*maitrise du logiciel excel par exemple*) ainsi qu'un appui à la relecture de leur expérience d'engagement social.

Au mois de juin 2017, au cours d'une cérémonie avec le Directeur du CERAP, leur engagement a été valorisé avec une remise d'attestation.

- ✓ Dans une approche holistique de l'éducation des jeunes, ces formations ont été complétées par **des formations complémentaires** :
 - des formations citoyennes et en compétences de vie, dites « **formations humaines** » ainsi que des **activités sportives**.
 - Une formation en **gestion simplifiée** : les apprentis reçoivent des cours de gestion en 2^{ème} et 3^{ème} année de formation pour mieux gérer l'image de soi, sa clientèle, ses matières premières, son argent, et ainsi épargner pour développer son activité ou réaliser des projets.

L'ensemble de ces formations complémentaires où l'équipe **promeut l'empowerment et la confiance en soi** à travers le théâtre et la promotion du **leadership féminin**, a pour but de permettre aux jeunes de gagner confiance en eux-mêmes (revalorisation de l'estime de soi), de mieux comprendre leur milieu de vie en vue d'un changement qualitatif de comportement et de leur donner les atouts pour une insertion socio-professionnelle réussie.



- ✓ Fin 2017, **79 apprenti-e-s ont reçu leur certificat de fin de formation** et **105 autres en 2^{ème} année de formation ont reçu des équipements professionnels** au cours d'une cérémonie qui a réuni le 30 novembre 2017, les apprenti-e-s d'Abobo et de Cocody à l'Agence Emploi Jeune avec qui nous collaborons. Nos partenaires institutionnels et techniques ainsi que plusieurs ministères (MENETFP ; Ministère du commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME, etc.), Mairie d'Abobo étaient à nos côtés.
- ✓ **À l'issue de la formation, l'ASMU soutient l'insertion professionnelle de ses ex-apprenti-e-s** : elle les encourage à quitter leur « patron » pour vivre un temps de perfectionnement (55) vers un autre artisan pour enrichir leurs savoirs professionnels. Par ailleurs, les animateurs de l'ASMU les reçoivent à la demande pour du coaching et un groupe d'accompagnement soutient leur parcours vers l'autonomie professionnelle. Enfin, fin 2017 les 2 associations d'anciens apprentis (les « 4 AS ») ont renouvelé les membres de leur bureau pour un nouveau départ en 2018 !

Volet 2. Le renforcement des capacités des organisations professionnelles et des leaders d'Organisations de la Société Civile (OSC)

- ✓ Un cycle de formation des Maîtres Artisans formateurs des apprentis ASMU a été proposé à Abobo et à Cocody avec divers thèmes notamment : « Factures et reçus », « le code de l'artisanat », « Élaboration du budget prévisionnel », « la tenue du journal de caisse ».

À leur demande nous avons initié des formations de perfectionnement technique dans 2 métiers à Abobo : pour les couturiers-stylistes, savoir faire un « ensemble tailleur dame », et pour les coiffeuses, renforcer et élargir leurs compétences en esthétique et maquillage sur « le maquillage de jour et de cérémonie ».

À Cocody, les artisans avaient souhaité avoir une formation d'initiation à l'informatique qui s'est également très bien déroulée au mois de juillet.

Ces formations sont données en vue d'améliorer les compétences professionnelles de ceux-ci et pour une meilleure formation de nos apprenti-e-s.



- ✓ Une ONG internationale Italienne (AVSI) qui conduisait un projet de renforcement des capacités du secteur de l'artisanat (financement UE) a sollicité les formateurs de l'ASMU pour assurer des modules de formation en *gestion simplifiée et en vie associative* à l'attention de **132 des artisans** de Cocody, Abobo, Treichville, Yopougon et Dabou.
- ✓ Pour les leaders des associations de la société civile, les 13ème et 14ème sessions de formations du Pôle social ont réuni au total **81 auditeurs** pour les modules « Conception et montage des projets » ; « Initiation au suivi-évaluation » ; « Initiation à la bonne gouvernance de la vie associative », « Foncier Urbain », « Violences basées sur le genre » ; « Initiation à la gestion des conflits ».

De plus, des jeunes engagés dans un mouvement ou des **leaders associatifs** de quartiers, de femmes,

de jeunes ont pu bénéficier de formation selon leurs besoins et renforcer leurs capacités pour un meilleur service de leurs structures : c'est le cas de la JEC-CI, de la PAOJ-CI, de la Croix Rouge, de la POJE-CI d'Abobo. Les stagiaires de l'ASMU ont pu bénéficier eux-mêmes de certaines formations afin de renforcer leurs capacités.



- ✓ Plusieurs OSC ont été accompagnées pour une **citoyenneté active** : l'association « j'aime mon village » d'Azaguié-Blida ainsi

que les associations d'habitants du quartier d'Abobo PK18. Un **comité de veille et de contrôle citoyen (COVECCI) a été mis en place** et a permis une forte mobilisation pour les activités d'assainissement notamment et pour la cohésion sociale.

- ✓ Des formations portant sur **la loi sur les copropriétés** ont été données dans plusieurs programmes présidentiels de logements sociaux ou d'anciennes copropriétés afin de prévenir les conflits.
- ✓ Dans le village Ebrié de Béago, les femmes ont été formées et accompagnées jusqu'à la création d'une **coopérative de production d'attiéké**. En effet l'autonomie financière est l'une des étapes du parcours conduisant à une participation effective aux décisions dans le foyer comme au village.
- ✓ Enfin, plusieurs associations (de MAF ou citoyennes) reçoivent **des appuis à la réflexion** sur la structuration ou la conduite de leur association puis « volent » de leurs propres ailes. L'essentiel est non pas de « s'attacher » les OSC mais bien d'être comme une virgule, leur servir de halte passagère pour une formation, une réflexion stratégique ou opérationnelle qui les conduit à davantage de maturité et d'autonomie.

Volet 3. Expertise sociale, réseautage, recherche-action et plaidoyer

En 2017, L'ASMU a participé à des réflexions, ateliers et rencontres au cours desquels elle a pu susciter des synergies d'acteurs, partager son expertise ou faire des plaidoyers :

◆ **Veille, information et sensibilisation** : La veille sociale et l'observation trouvent leur terrain d'enracinement et leur crédibilité dans les 2 communes d'intervention de l'ASMU (*mineurs en conflit avec la loi, travail domestique et emploi décent, insertion socio-professionnelle, foncier urbain et conflits, logement social, etc.*). La veille est réalisée sur différentes thématiques de société, aussi bien pour la sensibilisation des populations que pour les partenaires.

◆ **Réseautage** : L'ASMU participe et favorise le réseautage avec les partenaires étatiques et non étatiques pour **développer des synergies d'acteurs** (*réseau d'OSC sur la santé-CMU, Alerte-Foncier, RASEP, etc.*). Cette année, le Réseau des Acteurs au Service de la Population dans la commune de Cocody (RASEP) initié et piloté par l'ASMU a continué de mobiliser acteurs étatiques et non étatiques. Une formation en « violences basées sur le genre » a été donnée aux membres du réseau et des activités ont été conduites en commun alors qu'auparavant, les structures avaient des logiques de « silos ».

Concernant la CMU, le réseau du COSCIAS a traversé un passage difficile mais en fin d'année, la volonté des membres de s'engager pour des soins de santé minimum accessibles à tous a été réaffirmée.



◆ **Recherche-action et plaidoyer** : L'ASMU s'appuie sur ses actions de terrain pour poursuivre sa réflexion et se tenir dans une dynamique de recherche-action afin de faire des plaidoyers plus pertinents lors des ateliers et rencontres avec les partenaires techniques et financiers ou les acteurs étatiques. Le but est de faire évoluer les politiques publiques et de sensibiliser parfois au changement de mentalité des populations : prise en compte de la santé des populations vulnérables (CMU), statuts des jeunes filles servantes et conditions de travail, formation et insertion socio-professionnelle des jeunes, artisanat et protection sociale, foncier urbain et logement social, citoyenneté active et accès aux services sociaux de base.

- ✓ **Le projet « foncier urbain »** avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire, a approfondi sa réflexion sur une intervention plus participative en adoptant l'**approche orientée changement (AOC)** du programme F3E-Prisme. Si tout le personnel du Pôle social a bénéficié d'une formation, l'ASMU a plus particulièrement choisi de développer cet aspect de citoyenneté active à Azaguié-Blida et PK18 en accompagnant les OSC présentes. Un comité de veille et de contrôle citoyen (COVECCI) est né fin 2017, « faïtière » des associations de la zone.
- ✓ L'ASMU fait partie du **comité de pilotage de plateforme de la société civile Alerte Foncier** car la gestion du foncier est à la base du développement harmonieux de la ville, en ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base (dont l'éducation et la santé), la cohésion sociale et le développement du territoire. L'ASMU a pu présenter une partie de son travail aux membres et participer à plusieurs ateliers de consultation (UE, FAO, etc.).
- ✓ Le **Think tank « Groupe Initiative Afrique-Giaf »** a traité en 2017 la question de l'intégration régionale et les questions sensibles comme la monnaie où les Accords de Partenariat Économique (APE) ont pu être abordés de manière dépassionnée.
- ✓ Fin novembre, **durant le 5ème sommet UA-UE**, l'ASMU a pu participer au **forum citoyen** mais aussi à une **rencontre de consultation de la société civile avec des parlementaires européens au siège de l'Union européenne** pour apporter sa perception de la gouvernance en Côte d'Ivoire, ainsi qu'à une

rencontre avec des décideurs du **Conseil Présidentiel pour l'Afrique** du Président Français pour faire état des besoins éducationnels des jeunes vulnérables en matière d'insertion.

- ✓ Enfin, l'ASMU reçoit régulièrement des **visites d'universitaires ou de consultants** qui viennent nous solliciter pour la participation à un atelier, un temps d'échange ou entendre notre perception de la réalité ivoirienne sur les thématiques qui sont les nôtres.

L'ASMU et le Pôle universitaire du CERAP

- Afin de promouvoir l'esprit de service et d'engagement social auprès des étudiants du CERAP, l'ASMU a développé un « **club de citoyenneté active ASMU** » où une vingtaine d'étudiants du Pôle universitaire du CERAP peuvent venir **chaque mercredi après-midi faire du bénévolat en soutien scolaire** « one-to-one » pour renforcer les acquisitions des apprentis qui ont les plus petits niveaux.
- La question de **l'écocitoyenneté des jeunes** est une thématique sur laquelle l'ASMU forme ses apprentis chaque année. Au premier semestre, une après - midi de rencontre entre les apprentis de l'ASMU et les étudiants a été organisée dans le cadre d'une activité éco-citoyenne au lycée Moderne de Cocody ; celle-ci s'est clôturée par un match de Maracaña pour le trophée de l'écocitoyenneté. Tous avaient auparavant fait l'effort de rendre propre ensemble l'environnement.
- Le 13 décembre 2017, l'ASMU a pu co-animer **une après-midi de cinéma-débat de sensibilisation des étudiants** avec une projection du film « Demain » ; l'invité spécial fut Daniel Oulaï fondateur d'une startup (*Grainothèque*) faisant la promotion d'une agriculture moderne pour les jeunes intégrant les nouvelles technologies tout en respectant l'environnement et en utilisant les semences traditionnelles endogènes.

Perspectives 2018 de l'ASMU...

Tout au long de cette année, le personnel de l'ASMU a vu ses propres capacités renforcées dans divers domaines : *l'Approche Orienté Changement (AOC-Prisme)* ; *l'alcoologie* ; *la communication non violente (CNV)*, *l'apprentissage de meilleures photos*; *l'information sur les procédures onusiennes, etc.* Autant de compétences qui nous convient à rester à l'écoute de ce qui surgit de neuf et de beau dans les personnes -



nos apprentis, les leaders associatifs ou nos partenaires - et à rester ouverts aux faits sociaux pour les accompagner voir les anticiper. Rien n'aurait été possible sans une équipe dynamique, motivée et soudée.

Que chacune et chacun en soit ici remercié.

L'appui de donateurs nous a permis, à **Cocody, de rénover début 2017 une salle de formation** pour les activités de l'ASMU. Les formations humaines, de gestion, l'alphabétisation ont lieu dans cette salle.

Par ailleurs, les recherches de terrain à Abobo ont également pu aboutir en septembre 2017 **pour l'achat d'une maison à côté de l'actuel local loué pour l'équipe d'Abobo**. Début 2018, d'importants travaux de rénovation ont pu commencer avec l'appui d'un autre donateur et nous nous en réjouissons car ceci améliorera les conditions de travail et d'accueil et de formation des jeunes et des associations d'Abobo.

C'est le lieu de **remercier l'ensemble de nos partenaires**, institutionnels, techniques, opérationnels et financiers, notamment l'Allemagne et Misereor, le CCFD, l'OMCFAA, Hubeje, notamment pour leur soutien important depuis plusieurs années.

Le travail d'amélioration et le souci d'adaptation des contenus de formation au marché de l'emploi ont abouti à la signature au 2^{ème} semestre 2017 d'une **convention avec le Fond de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP)**. L'objectif sera de retravailler, dans un premier temps, les supports didactiques dans 5 métiers de l'artisanat.

L'ambition de l'ASMU est de produire, avec ses maîtres artisans partenaires et les pédagogues du CIDFOR des documents qui soient **libres de droits et « duplicables » facilement** pour non seulement servir à améliorer la formation des apprentis de l'ASMU, mais également, avec le soutien de la Chambre des Métiers et du Ministère de l'Artisanat, toucher les milliers d'autres jeunes qui se forment « sur le tas » sans autre alternance que celle de l'atelier et de la maison.

Le sous-emploi est encore trop important en Côte d'Ivoire. L'enjeu pour l'ASMU est de former à terme des jeunes qui auront un véritable emploi décent qui leur permette de sortir de la précarité et de bâtir leur vie avec le fruit de leur travail tout en apportant leur voix à la construction d'une société où chacun aura sa place quelle que soit sa diversité culturelle, ethnique, religieuse ou politique.

Sœur Martine PATRON, Xavière
Directrice de l'ASMU
martine.patron@cerap-inades.org

Rapport d'activités 2017 du Service projets

Durant cette année 2017, plusieurs thématiques ont été traitées par le Service projets en cohérence avec les axes stratégiques du Pôle social et la mission du Service : la question foncière liée à la cohésion sociale ainsi que la plus grande participation des femmes à la gestion des conflits et à la construction de la paix.

Projet Gouvernance locale et inclusion de la femme à Béoumi

Le projet « *Participation de la femme à la gouvernance locale comme moyen privilégié de renforcement de la cohésion sociale au Centre de la Côte d'Ivoire, à Béoumi* » (GLIF), est terminé depuis décembre 2016. Il visait à « *Contribuer à l'émergence d'une gouvernance locale plus inclusive et plus à même de favoriser les conditions d'une cohésion sociale par l'implication des femmes* ». Financé par le CCFD-Terre Solidaire, il reste à publier le document de capitalisation ; celui-ci a été déposé aux Editions du CERAP qui y travaillent.

Projet d'expérimentation pilote pour une gouvernance foncière inclusive



Le Pôle social du CERAP a diagnostiqué au cours des projets conduits en milieu rural et urbain que *la question foncière est souvent à l'origine de conflits familiaux, intercommunautaires ou inter villageois*. La découverte d'une méthode de cartographie participative où tous les acteurs peuvent inventer ensemble de nouvelles règles de gouvernance foncière, y compris les cadets sociaux que sont les femmes et les jeunes, a conduit les 4 partenaires que sont le CERAP, l'ASAPSU, Inades Formation, l'Animation Rurale de Korhogo (ARK) à concevoir un projet pilote. Il visait à « *Contribuer à une sécurisation foncière des communautés locales par une gouvernance foncière inclusive pour garantir la cohésion sociale* ». Il a été cofinancé par le CCFD-Terre

Solidaire et le Ministère des affaires étrangères et du Développement International Français (MAEDI).

D'une durée initiale de 12 mois, ce projet a débuté le 1^{er} mai 2016 et a pris fin le 31 juillet 2017, après une rallonge de 3 mois.

Il a bénéficié de l'appui technique du CIRAD et de consultants-universitaires Sénégalais pour la formation à l'outil TerriStories pour la partie cartographie participative ; et de l'appui conseil de chercheurs sur la question du foncier en général.

Le projet s'est déroulé dans les zones rurales plus précisément à Yabayo et Gnakoradji (Soubré en zone forestière), et à Kebi (Boundiali dans le Nord).

Le projet a consisté :

- ✓ à des missions exploratoires pour choisir les localités cibles afin de contextualiser l'outil qui a été expérimenté au Sénégal et dans d'autres pays ;
- ✓ en des missions pour la réalisation d'ateliers de simulation avec l'outil TerriStories ;
- ✓ en un accompagnement des populations pour la poursuite de l'élaboration de recommandations dégagées au cours des ateliers de simulation ;
- ✓ des assemblées communautaires pour échanger sur les règles sociales, dégager des conventions et contrats, afin de régir pacifiquement les transactions faites sur la terre dans ces localités.

Diverses restitutions ont eu lieu durant le projet dans le but de recueillir l'avis des acteurs de la société civile et des partenaires techniques et financiers sur l'approche adoptée par ledit projet pilote.

Le document de capitalisation du projet a été imprimé en 400 exemplaires et a été largement diffusé au cours d'une restitution avec les partenaires étatiques et non étatiques. L'intérêt de cette approche a été à

la fois l'inclusion des femmes et des jeunes et des migrants dans la réflexion mais aussi l'aspect « créatif » de simulation face à des situations non encore produites. Les populations se sont bien approprié l'outil TerriStories et les autorités locales (Préfets et sous-préfets) ont déclaré qu'ils allaient utiliser les modèles de contrats réalisés avec le concours des populations.

Document téléchargeable : http://cerap-inades.org/images/2017_11_Doc_capitalisation_gouv_foncire_inclusive_CERAP_INADES.pdf

Projet Mont Nimba



Le projet était intitulé « *Étude et mission exploratoire pour diagnostiquer les causes des crises et tensions dans la zone frontalière entre Guinée forestière, Ouest ivoirien et Nord du Libéria autour du Mont Nimba* ». Il avait pour objectif de « Préparer en collaboration avec des organisations locales de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Libéria une réflexion concertée sur la zone frontalière entre la Guinée forestière, l'Ouest ivoirien et le Nord du Libéria soumis à la récurrence des conflits ».

Le financement de ce projet par le CCFD-Terre Solidaire était disponible depuis 2 ans mais la crise sanitaire du virus Ébola en Guinée avait provoqué la fermeture des frontières et la suspension de sa mise en œuvre.

Il avait une durée initiale de 3 mois, en partenariat avec ACORD Guinée Conakry.

Le projet visait à mieux comprendre les causes des conflits et la situation des populations des zones transfrontalières et prenait en compte la Côte d'Ivoire (Danané), la Guinée Conakry (Lola, Nzérékoré, Bossou), et le Libéria (Sanniqueli, Gbapka) ainsi que l'origine des conflits dans cette zone. Le Service projets a commencé par une revue de littérature et la prise de contacts, notamment pour la partie anglophone et avec le Directeur de l'OIPR.

C'est alors que l'équipe a découvert qu'il fallait davantage parler de *la chaîne des Monts Nimba* et que celle-ci était une **réserve naturelle intégrale classée au patrimoine mondial de l'Unesco** avec des enjeux environnementaux importants pour la région en terme notamment d'accès durable à l'eau (*plusieurs rivières prennent leur source dans le massif*).

L'étude s'est déroulée comme suit :

- la recherche documentaire ;
- la préparation de la mission pré-exploratoire ;
- la mission pré-exploratoire et la collecte de données ;
- la rédaction du document de capitalisation ;
- la restitution publique des résultats de l'étude.

La mission diagnostic s'est déroulée sur une période de 14 jours en continu au mois de juin 2017. Elle a couvert dix (10) localités : pour la région ouest de la Côte d'Ivoire les localités de Danané, Gbapleu et Gbinta ; en Guinée la mission a couvert les localités de N'Zérékoré, Bossou et Lola ; au Libéria les sites visités sont Sanniqueli, Gbapa, Gbobaye et Daopleu. L'équipe de mission était composée de deux personnes du CERAP et une personne d'ACORD Guinée. Les enquêtes de terrain à proprement dit ont été menées dans une démarche essentiellement qualitative de collecte de données auprès de 119 personnes.

Une restitution publique a été faite le 6 octobre 2017 en présence de l'OIPR, du Ministère des Eaux et Forêts, de l'Agriculture, de l'Union européenne, d'OSC et d'universitaires.

Au cours de la restitution de l'étude¹, il a été montré que les causes et les dynamiques de violence dans la zone d'investigation ont considérablement évolués. Dans un passé récent, la région avait été minée par des conflits armés (guerre au Libéria notamment). Mais depuis quelques années de nouveaux facteurs de conflits liés parfois à l'exploitation des ressources naturelles (le fer), à la migration économique pour

¹ Étude sur la mission dans les monts Nimba téléchargeable : http://cerap-inades.org/images/2018_Rapport_Final_Nimba.pdf

l'exploitation du foncier, à la faiblesse de la gouvernance territoriale sont apparus au premier plan (*défaute de matérialisation des frontières et de contrôle des incursions dans les zones protégées de la réserve*).

Un plaidoyer a été fait pour appeler à des synergies inter-étatiques concrètes pour la sauvegarde du massif eu égard à son rôle sur le climat (pluies régulières) et de « château d'eau » pour toute la sous-région; à réguler l'exploitation illégale et à développer des activités génératrices de revenus pour les populations riveraines qui respectent le statut spécial du massif et ouvre à des emplois liés à l'éco-tourisme par exemple.

Photo : Entretien au Libéria avec Tina de Flore internationale.

Projet Sikensi 2 : Citoyenneté active et cohésion sociale

Le projet « Citoyenneté active et cohésion sociale pour un développement intégré des populations de la commune de Sikensi » est un projet triennal (2017-2019) financé par le CCFD-Terre solidaire.

Il a pour objectif de « Contribuer à la cohésion sociale par la mise en place de mécanismes de développement local participatifs et inclusifs, respectueux du droit des personnes et du genre dans le mode de gouvernance locale et l'émergence d'un comportement citoyen au sein de la population ».



En effet, le personnel du Pôle social (ASMU et Service projets) a été formé début 2017 à l'**Approche Orientée Changement (AOC)** dont l'enjeu est de remettre aux populations leur qualité d'acteur (empowerment) au centre du mode d'intervention et selon la méthodologie précise de type « Bottom-up ». Cette approche plus participative, citoyenne et innovante s'appuie d'abord sur ce qui « pousse à agir et à se mobiliser » et non pas sur la réalisation d'activités prévues par avance comme dans la plupart des projets.

Trois missions exploratoires ont été réalisées respectivement du 9 au 10 février, du 22 au 24 février et du 14 au 16 mars 2017. Ces missions avaient pour objectif principal d'une part, de faire l'état des lieux et le diagnostic de la localité cible, et d'autre part, de rencontrer les parties prenantes au niveau local dans leur diversité (associations, mairie, etc.) ;

Après les missions exploratoires un **atelier de co-construction de la vision commune** de la ville de Sikensi et **l'identification des défis à relever** a été organisé le mercredi 10 mai 2017 avec les acteurs locaux dans la salle de réunion de la préfecture de Sikensi,

L'**atelier d'élaboration des « chemins de changement »** a pu rassembler les mêmes acteurs et leur permettre d'échanger, de discuter sur les leviers à mobiliser sans lesquels, Sikensi ne pourrait devenir « *une véritable ville moderne où les populations vivent en harmonie et en paix à l'horizon 2020* ».

L'équipe de mission du CERAP, après avoir réalisé l'atelier a ensuite entrepris une mission de restitution avec les jeunes et les femmes.



Les opérations coup de balai : Lors de l'atelier qui a permis aux acteurs de tracer les chemins de changement, tous ont mis un accent particulier sur **l'insalubrité**, question primordiale par laquelle nous devons commencer le changement. Les populations ont ainsi réalisé 4 opérations coup de balai du 14 septembre au 8 décembre 2017 dans les quartiers Habitat et Sikensi 3.

Séminaire de formation des acteurs locaux

Ce séminaire a été initié à la suite des besoins de formation exprimés sur certaines thématiques précises par certains acteurs clés. Il s'agit entre autres du CPES, des jeunes et des femmes. Au départ, il était prévu que ces formations soient données à chaque groupe selon ses besoins. Après analyse, il a été convenu que les trois entités reçoivent la formation sur les mêmes thèmes, car celle-ci pourrait être bénéfique à tous. Ce qui a été fait du 19 au 21 décembre 2017. La formation a porté sur les thèmes suivants car il était important de renforcer les capacités de ces acteurs en prélude aux actions qui seraient menées avec eux durant la deuxième année du projet.

- Vie associative
- Montage et gestion de projets communautaires
- Gestion des institutions scolaires
- Prise en charge ou accompagnement des élèves par les parents
- Leadership et développement personnel.

Des appuis matériels ont été faits à divers acteurs en vue de soutenir leur mobilisation :

✓ Remise de dons au CPES et à certaines écoles de Sikensi

Un lot de matériel composé d'un ordinateur complet de bureau et de cartons de craies a été remis respectivement au bureau du Collectif des parents d'élèves du département de Sikensi (CPES) et à des directeurs d'écoles primaires nécessiteuses, au début de l'année scolaire 2017-2018.

✓ La réhabilitation du marché de gros d'Élibou

Après le CPES, un décaissement a été fait pour la réhabilitation du marché de gros des femmes d'Élibou.

✓ La remise de matériels de nettoyage au responsable des jeunes

Pour les premières opérations coups de balai le matériel utilisé avait été emprunté à la plateforme de service de la mairie. En vue de rendre plus efficace leurs interventions dans le cadre du nettoyage des quartiers, le CERAP a remis du matériel aux jeunes. La gestion provisoire de ce matériel a été confiée au Préfet de la ville.



Projet ONU Femmes d'accompagnement des OSC

L'intitulé du projet est « *Encadrement des partenaires et appui aux formations du projet ONU Femmes sur le rôle et la participation des femmes dans la prévention de conflits, la création de la paix et la mise en réseau de mécanismes d'alerte précoce en Côte d'Ivoire* ».

Il a pour objectif général:

- ✓ L'accompagnement, pendant la durée du projet, dans la conceptualisation, préparation et organisation des formations ;
- ✓ L'appui dans la mise en œuvre technique de certaines formations ;
- ✓ Le support dans le monitoring et le suivi des résultats de formation ;
- ✓ Le support technique dans la revitalisation des mécanismes **d'alerte précoce** et dans la **formation des femmes sur les TICs**.

Les équipes du CERAP (deux au total) ont animé deux formations des autorités à Abidjan : l'une à Yopougon et l'autre à Abobo. Ensuite ce fut le cas de l'intérieur du pays. Ainsi, l'équipe composée de Mme OUADAN Marie Louise et Alain ZOUZOU (équipe 1) a mené quatre (4) formations des autorités successivement à Odienné, Korhogo, Ferkessedougou et Bouna ; tandis que l'équipe composée de Charles GADE et Mme BEHIBRO (équipe 2) a animé quatre (4) formations des autorités à Touba, Man, Bangolo et Duékoué.



Elle y est restée pour accompagner la formation des enseignants à Man et celle des médias. Quant à l'équipe 1, elle est retournée au Nord le 04 décembre 2017 pour l'accompagnement de la formation des enseignants à Ferkessédougou.

Les partenaires (MENET, MFPE, UNICEF) étaient censés apporter les ajustements nécessaires aux différents modules produits par le CERAP en les adaptant à chaque population cible avant qu'ils ne soient administrés. Ce qui malheureusement n'a pas toujours été le cas. Les formations se poursuivent et la participation du CERAP à ce projet prendra officiellement fin en avril 2018.

Alain ZOUZOU
Responsable du Service projets

Conclusion et perspectives du Pôle social du CERAP

Quand bien même les journaux annoncent des milliards pour la Côte d'Ivoire, le rapport de la Banque Mondiale paru début 2018 rappelle que *"le niveau actuel du revenu par habitant reste aujourd'hui inférieur à celui du début des années 1980". Le taux de pauvreté avoisine 45%, contre moins de 10% à l'aube des années 1980* ». En conséquence, la Banque appelle la Côte d'Ivoire à "changer de stratégie" en "urgence".

De fait, la vie quotidienne des populations les plus vulnérables que nous accompagnons a peu évolué durant ces dernières années, et la croissance, si elle demeure forte dans les chiffres, n'est pas pour autant « inclusive ».

Les **4 axes stratégiques du Pôle social** définis en 2014 dans le plan quinquennal du CERAP et confirmés en 2015 au cours de la Journée des personnels du POS (JPOS) ont été largement mis en œuvre. Ils ont confirmé leur pertinence et l'importance de s'engager à les déployer au sein d'un centre social Jésuite. Car **« Tout est lié »** comme aime à le dire le Pape François dans **« Laudato si »** : **le changement climatique, la lutte contre la pauvreté et les inégalités** : *« il faut reprendre conscience que nous avons une responsabilité vis-à-vis des autres et du monde »* (Laudato si, n°229).

La question foncière (rurale et urbaine) demeure une question primordiale tant pour la cohésion sociale que pour le développement socio-économique, les infrastructures des territoires, et le bien-être des populations. C'est pourquoi l'engagement dans le plaidoyer au sein d'Alerte Foncier est commun aux 2 structures du Pôle social que sont l'ASMU et le Service projets. En effet, cette plateforme de la Société civile vise *une politique foncière juste et équitable dans une perspective de cohésion sociale et de développement durable*.¹

Nos projets sur le foncier urbain (*District d'Abidjan*) ou rural (*cartographie participative et outil TerriStories – Monts Nimba*) fondent et construisent notre expertise sociale et nous conduisent plus loin, dans une dynamique de recherche-action apprenante et engagée pour **le Bien commun et les Communs**.

Valoriser ce *« bien de 'nous-tous' »* est un véritable *défi éducatif* (LS 209 et 211) que nous tentons de relever avec tous, apprentis, étudiants du CERAP comme avec les leaders associatifs et partenaires.

Cette **« citoyenneté écologique »** a certes du mal à se frayer un chemin dans les pratiques sociales actuelles mais nous sommes heureux de voir avancer les prises de consciences et les engagements dans nos divers projets. Il est bon de rappeler que cette notion de bien commun existait fortement dans les cultures locales même si aujourd'hui elle tend à disparaître au profit des intérêts particuliers avec la marchandisation de la terre comme un bien quelconque.

Cette marchandisation du foncier à l'excès a également des conséquences dramatiques pour les plus pauvres en milieu urbain car elle tend à rendre le logement décent hors de portée des ménages les plus vulnérables et à rendre pour tous le travail plus rare en monde rural et l'alimentation plus couteuse quand les cultures de rente (hévéa, palme) sont préférées aux cultures vivrières et à la souveraineté alimentaire.

Le visage de l'Autre, visages des jeunes apprentis.e.s qui se battent au quotidien pour apprendre un métier plutôt que de courir après un gain facile (broutage, délinquance), qui font le choix de se former et de vivre au pays plutôt que de se lancer dans une migration dramatique (qui parfois se termine en TEH), de ceux

des artisans, des leaders d'associations ou de femmes qui s'impliquent pour vivre décemment, pour le bien commun, au cœur de leur quartier ou villages, nous convient, chacun à leur manière, à poursuivre la route à leur côtés ainsi qu' à croire et espérer qu'un autre monde est possible.

« **Ensemble on est plus fort** » dit-on en Côte d'Ivoire. C'est ce que nous expérimentons chaque jour au sein de nos équipes et avec ceux avec qui nous collaborons, associations, plateformes d'OSC, universitaires, chercheurs, partenaires au développement qui viennent nous consulter ou nous solliciter.

Faire le lien, **éduquer la jeunesse, pour une insertion durable, former et accompagner les dynamiques citoyennes**, agir pour la justice sociale et la paix, conduire des plaidoyers pour des relations Nord-Sud et des politiques plus justes, sensibiliser au respect de notre *maison commune* pour provoquer un engagement qui apportera un changement pour un avenir meilleur, telle est notre ambition et notre joie profonde.

Oui, l'Afrique se construit ici et maintenant, avec nos intelligences associées, nos cœurs, notre prière et nos mains, fière, solidaire et diverse, riche de ses cultures et valeurs à partager au monde.

Sœur Martine PATRON, Xavière
Directrice du Pôle social (avril 2014 à septembre 2017)

Remerciements aux partenaires de l'ASMU et du Service projets en 2017

- CCFD-Terre Solidaire, MISEREOR, HUBEJE, OMCFAA
- ONU Femmes
- République fédérale d'Allemagne
- MAEDI Français
- Azito O&M
- Le groupe des Femmes Ambassadrices en Côte d'Ivoire, l'Abbaye d'En Calcat
- Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME (MCAPPME)
- Chambres des Métiers d'Abobo, Cocody et Chambre Nationale (Régionale et Nationale—CNMCI)
- Secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique et la formation professionnelle
- Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle (MENET-FP-DAENF)
- Ministère de la Construction, du logement et de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU)
- Ministère de la Salubrité, de l'environnement et du développement durable (MSEDD)
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural (MINADER)
- Ministère du Plan et du Développement
- Ministère de l'emploi et de la protection sociale (MEPS)
- Complexes socio-éducatifs d'Abobo et de Cocody (MSFPE)
- Préfecture et Mairie de Sikensi
- District d'Abidjan
- Mairies de Cocody et d'Abobo et leurs Directions des services techniques
- Centres sociaux d'Anono, M'Pouto (MEPS)
- Agence Emploi Jeunes (AEJ) d'Abobo et d'Adjamé
- Plateforme de Services de Cocody et d'Abobo (PFS)
- Cours du soir et centres d'alphabétisation (Clubs Unesco, etc.)
- OSC partenaires (AVSI, Acord Guinée, associations de femmes et de jeunes de Sikensi, JEC-CI, COVECCI et associations d'Abobo, Azaguié-Blida, Béago, etc.)
- CNDHCI, CAIDP
- Union européenne, Banque Mondiale, Agence Française de Développement (AFD), FAO
- CSCI, INADES Formation, Audace Institut Afrique, ARK, ASAPSU, Odahrom, la Grainothèque, etc.
- Réseaux et plateformes (RASEP, COSCIAS, plateforme VGB, Alerte Foncier, etc.)
- La Compagnie de Jésus, les Sœurs Xavières, la CVX Côte d'Ivoire



Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe e.V.

c/o **MISEREOR**

Note de fin de document :

ⁱ La **Plateforme Alerte Foncier** est animée par un Groupe Stratégique de Gestion coordonné par INADES Formation, et dont les membres sont le CERAP (Service projets et ASMU), Audace Institut Afrique, l'ASAPSU, l'APDH, ONG Odahrom, l'ONG OPESEA-Vie. Les missions de la Plateforme Alerte Foncier sont les suivantes :

- ✓ Contribuer à la sécurisation des biens fonciers, en vue de permettre à toute personne de jouir de ses droits élémentaires sur le foncier (droits économiques, sociaux et culturels) pour un développement durable et inclusif,
 - ✓ Accompagner les décideurs dans l'adoption et la mise en œuvre d'une politique foncière (règles d'accès, d'exploitation et de contrôle de la terre) plus juste et équitable,
 - ✓ Contribuer à l'amélioration de la gouvernance foncière et à la réduction des litiges fonciers,
 - ✓ Jouer un rôle de facilitation dans le domaine de la cohésion sociale en lien avec le foncier,
 - ✓ Favoriser les moyens d'accès et d'utilisation des terres aux populations et particulièrement les plus défavorisées ou vulnérables (femmes, jeunes, etc.) notamment dans le cadre de l'agriculture familiale et pour la souveraineté alimentaire,
 - ✓ Promouvoir une vision de développement intégré des territoires ruraux et de l'emploi en régions,
- Promouvoir le bien commun en matière foncière, la préservation de l'environnement et les intérêts des générations futures.

